

# L'invasion de l'Irak, une guerre à 3.000 milliards de dollars

LA CHRONIQUE DE  
JOSEPH E. STIGLITZ



Dans trois jours, le 20 mars, cela fera cinq ans que les Etats-Unis ont envahi l'Irak. Il est temps de faire le point sur ce qui s'est passé. Dans notre dernier livre « The Three Trillion Dollar War », Linda Bilmes et moi-même estimons à 3.000 milliards de dollars, au bas mot, le coût économique de la guerre pour les Etats-Unis. A cette somme, il convient d'ajouter 3.000 autres milliards supportés par le reste du monde. C'est beaucoup plus que ce qui avait été anticipé. L'équipe Bush n'a pas seulement trompé le monde sur le coût possible de la guerre, elle a aussi cherché à en dissimuler l'ampleur une fois les opérations lancées.

Il n'y a là rien de surprenant. L'administration Bush a menti sur à peu près tout le reste, des armes de destruction massive de Saddam Hussein à ses liens supposés avec Al-Qaïda.

L'administration Bush avait dit que la guerre coûterait 50 milliards de dollars. C'est désormais le montant que les Etats-Unis dépensent

en Irak tous les trois mois. Pour un sixième du coût de la guerre, ils pourraient remettre leur système de sécurité sociale sur pied pour plus d'un demi-siècle, sans réduire les allocations ni augmenter les cotisations.

En même temps qu'il est parti en guerre, le gouvernement Bush a réduit l'impôt des plus riches, en dépit de l'existence d'un déficit budgétaire. En conséquence de quoi, il doit recourir à l'emprunt pour financer son intervention en Irak. C'est la première fois dans l'histoire des Etats-Unis que le coût d'une guerre n'est pas supporté par l'impôt des citoyens, mais est intégralement transmis aux générations futures. A moins que les choses ne changent, la dette publique américaine – qui était de 5,7 milliards de dollars lors de l'investiture de Bush – sera augmentée de 2 milliards à cause de cette guerre.

Est-ce de l'incompétence ou de la malhonnêteté ? Sans doute un peu des deux. En raison du système de comptabilité de caisse en vigueur aux Etats-Unis, l'administration Bush s'est polarisée sur les dépenses immédiates sans penser aux charges futures, notamment aux pensions d'invalidité et aux soins médicaux pour les futurs vétérans. Ce n'est que longtemps après le début de la guerre que le gouvernement a commandé des véhicules spécialement blindés qui auraient pu sauver la vie de nombreux soldats. Le refus d'introduire un nouveau contingent et les difficultés de recrutement liées à l'impopularité de cette guerre ont forcé les troupes à des déploiements particulièrement éprouvants.

Le gouvernement a tenté de ca-

cher le coût de la guerre au public américain. Des groupes de vétérans ont dû faire appel au Freedom of Information Act (loi sur la liberté d'information) pour que soit révélé le nombre total de blessés – 15 fois celui des morts. Quelque 52.000 vétérans de la guerre d'Irak souffrent déjà de syndromes de stress post-traumatique. On estime que les Etats-Unis devront fournir des pensions d'invalidité à 40 % du 1,65 million de soldats déjà déployés. Au final, la facture risque de s'élever à plus de 600 milliards de dollars (à son cours actuel) en soins médicaux et pensions d'invalidité.

L'idéologie et la soif de profits ont également joué un rôle dans l'augmentation du coût de la

**L'invasion de l'Irak par les Etats-Unis n'a profité qu'aux compagnies pétrolières et aux sociétés de défense.**

guerre. Les Etats-Unis ont fait appel à des opérateurs privés, qui n'ont pas été bon marché. Un « garde » de la société militaire privée Blackwater Security coûte plus de 1.000 dollars par jour, sans compter les pensions d'invalidité et l'assurance-vie, qui sont payées par le gouvernement.

Cette guerre n'a profité qu'aux compagnies pétrolières et aux sociétés de défense. Le cours de l'action Halliburton, ancienne société du vice-président américain Dick Cheney, est monté en flèche.

C'est l'Irak qui a le plus souffert de cette guerre mal gérée. La moitié des médecins du pays ont été tués ou ont fui le pays ; le taux de chô-

mage atteint 25 % ; cinq ans après le début de la guerre, Bagdad ne connaît pas plus de huit heures d'électricité par jour. Sur une population irakienne totale de 28 millions de personnes environ, 4 millions ont été déplacées et 2 millions ont quitté le pays.

Les milliers de morts violentes ont insensibilisé la plupart des Occidentaux : un attentat faisant 25 morts ne semble plus digne de passer aux informations. Les études statistiques des taux de mortalité avant et après l'invasion en disent long sur la triste réalité. Elles suggèrent, en effet, que le nombre de morts est passé d'environ 450.000 durant les quarante premiers mois de la guerre (dont 150.000 morts violentes) à 600.000 aujourd'hui.

Au regard du poids des souffrances humaines, il peut sembler déplacé de parler de coûts financiers. Et il peut paraître nominaliste de se concentrer sur la charge supportée par les Etats-Unis, qui se sont lancés dans cette guerre en violation des lois internationales. Mais ces énormes coûts ont des répercussions qui vont bien au-delà des prévisions budgétaires.

« Il n'existe pas de repas gratuit », dit un dictionnaire américain. Il n'existe pas non plus de guerre gratuite. Les Etats-Unis – et le reste du monde – n'ont pas fini de payer le prix de cette guerre. J'aurai l'occasion de l'expliquer dans une prochaine chronique.

JOSEPH E. STIGLITZ, prix Nobel d'économie 2001, est professeur à l'université Columbia (New York).

Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate.

LE POINT DE VUE DE JULIEN DAMON

## Pour une réforme radicale de la formation professionnelle

La formation professionnelle représente, dans son inouïe complexité, environ 26 milliards d'euros de dépenses annuelles. La population active est d'environ 26 millions de personnes. Il en ressort simplement que la formation professionnelle représente 1.000 euros par an par actif. Naturellement, cette division est éminemment discutable, d'abord pour ce que l'on porte au dénominateur. On pourrait, dans une vision extensive, prendre toutes les personnes d'âge actif, ou, dans une vision restrictive, toutes les personnes ayant véritablement besoin d'une formation (ce qui est difficile à évaluer). La division est également discutable pour ce qui relève de son numérateur. Le périmètre de la formation professionnelle est en effet large, rassemblant des activités, des opérateurs, et des dépenses d'ordre différent. Ces précautions à l'esprit, la division (que l'on peut aussi appeler un rapport ou un ratio) a bien un sens.

1.000 euros par an, c'est, sur une quarantaine d'années d'activité, 40.000 euros. Bien entendu, un tel montant serait à actualiser finement. Cependant, c'est l'ordre de grandeur qui importe ici. Et il apparaît clairement comme particulièrement important, même si on pourrait exhiber des sommes plus importantes encore dans les pays nordiques notamment.

Pratiquement, la formation professionnelle à la française se caractérise par un montage particulièrement sophistiqué où se mêlent, sans grande cohérence, priorités variées, tuyauteries financières alambiquées, et une invraisemblable galaxie d'opérateurs, de régulateurs et de contrôleurs. Tout le monde s'accorde sur cette trop grande complexité, incarnée par une floraison de sigles obscurs, et sur les faibles performances d'un système, au moins pour ce qui relève des personnes éloignées de l'emploi. Par ailleurs, personne ne saurait contester un principe mis depuis des années en avant pour réformer le système : centrer le dispositif sur la personne.

Aujourd'hui, nombre de propositions d'ajustements paramétriques sont discutées pour réformer la formation professionnelle. Une suggestion de refondation structurelle, intégralement centrée sur la personne, peut être avancée. Elle consiste à doter chaque individu de 40.000 euros. Une telle dotation peut être organisée selon trois logiques. Il peut s'agir d'un capital versé par exemple à la majorité d'un individu, l'affectation des dépenses pouvant être ciblée sur de la formation. Il peut également s'agir de chèques formation tirés, tout au long de la vie active, sur un compte mutualisé à l'échelle nationale. Il peut encore s'agir d'un compte formation, alimenté par ce capital et, le cas échéant, par des abondements des entreprises. Quel que soit le support retenu, il est possible de faire monter progressivement en charge le nouveau programme, ceci afin de ne pas faire de perdants liés à la transition entre deux systèmes.

Capital, chèque, ou compte, le type d'instrument qui est évoqué sur d'autres sujets comme l'éducation ou la santé – est second derrière le principe. Celui-ci, prosaïquement, consiste à concentrer intégralement les ressources dans un droit individuel à la formation, sous la forme, en quelque sorte, d'un droit de tirage. Cette idée, résolument moderne et volontariste, ne saurait se mettre en œuvre sans refonte intégrale de l'architecture contemporaine de la formation professionnelle. En un mot, une telle option appelle la suppression de la quasi-intégralité des bureaucraties gestionnaires, la recombinaison des organismes prestataires et la mutualisation totale des ressources publiques et privées aujourd'hui consacrées à la formation professionnelle.

En clair, la solution de la dotation individuelle suppose de dépasser les conservatismes, les corporatismes, les cloisonnements régulièrement dénoncés mais tout aussi régulièrement renforcés. Evidemment, une telle idée est empreinte d'idéalisme (qui sera dénoncé comme libéral) et d'irréalisme (qui sera souligné comme détaché des réalités). Est-elle pour autant totalement irrecevable ?

JULIEN DAMON est professeur associé à Sciences po.

LE LIVRE DU JOUR

Des mots pour comprendre

**Le thème.** Et si l'élection de Nicolas Sarkozy était un symptôme ? Celle d'un pays en pleine mutation qui ose de nouveaux horizons sans s'être encore libéré de tous ses carcans. A travers un abécédaire des mots qui peuplent aujourd'hui le discours des politiques et des leaders d'opinion, l'auteur accompagne le lecteur dans la découverte d'un pays où l'argent n'est plus tabou, où le rêve américain n'est plus refoulé mais où la peur de se dissoudre se manifeste par des méfiances persistantes à l'égard des femmes, des jeunes, du métissage. Le décryptage le plus intéressant concerne la « pipolisation » de la vie politique qui a marqué la dernière campagne présidentielle et les premiers mois de la présidence Sarkozy. Interprété par certains commentateurs comme un affaïssement du discours politique, elle est au contraire décryptée par l'auteur comme un moyen de dépasser la crise du politique. « Le peuple va bien avec le peuple... Il doit se comprendre à la fois pour le rêve de vie plus intense et plus haute qu'il contient. Et pour son caractère quotidien, trivial, réaliste. »

**L'auteur.** Mariette Darrigrand est sémiologue. Elle a animé un blog, « Les mots de l'année », sur le site les-echos.fr

**L'extrait.** « Notre monde se pense privé de repères et croit nager dans le flou, alors qu'il génère une multitude de croyances en tout genre qui se rejoignent selon leur logique propre. »



« Ces mots qui nous gouvernent », par Mariette Darrigrand, Editions Bayard, 16 euros.

F. F.

LE POINT DE VUE DE DENIS FLORIN ET JEAN-BAPTISTE DE COURSON

## Pétrole cher : pourquoi Total tire son épingle du jeu

Contrairement à ce que pourraient croire les automobilistes que nous sommes, un prix du baril durablement cher ne favorise plus forcément les compagnies pétrolières. La série d'annonces décevantes faites par les autres majors, les principales concurrentes de Total, en est la preuve. Le champion français tire plutôt bien son épingle du jeu.

Côté ressources, avec un pétrole cher, la stratégie des pays producteurs et de leurs compagnies nationales est désormais patrimoniale. A l'image de PDVSA au Venezuela ou d'Aramco en Arabie saoudite, ces pays ne « lâchent » que peu de champs à explorer et, si c'est le cas, généralement dans des zones difficiles. C'est ainsi Petrobras, la puissante société pétrolière brésilienne (6<sup>e</sup> rang mondial selon le classement d'EFC Energy), qui a découvert à Tupi le plus grand gisement pour 2007. La poussée des nationalismes pétroliers contribue aussi à refermer l'accès des gisements à des pays prometteurs comme la Bolivie, l'Iran, le Kazakhstan... quand ce ne sont pas de véritables expropriations « pour raisons écologiques » qui permettent à un Etat de reprendre la main en Sibérie... Ces stratégies restrictives se cumulent à la surenchère qu'exercent de nouveaux bras armés de pays émergents comme Sinopec ou Gazprom, pressés par leurs gou-

vernements de se constituer un patrimoine pétrolier hors frontières pour soutenir leur croissance.

Restent donc pour les majors, intermédiaires indépendants des gouvernements, les réserves les plus inaccessibles d'accès, en offshore très profond, ou les sables bitumineux, qui exigent des innova-

**Total est la seule major avec Exxon à avoir clairement affiché une croissance organique de ses réserves.**

tions technologiques poussées et de très lourds investissements. Côté distribution, les besoins en produits pétroliers des pays émergents tirent vers le haut la demande de produits raffinés et mettent en surchauffe les capacités de raffinage dans le monde. Tout accident (BP au Texas en 2005) ou catastrophe naturelle (Katrina la même année) a alors des répercussions directes sur les prix des produits finis.

Les véritables bénéficiaires d'un prix du baril élevé sont souvent les sous-traitants spécialisés dans l'exploration et dans le raffinage comme Schlumberger ou Technip. Pratiquement seuls dépositaires des compétences requises, ces sociétés peuvent augmenter fortement leurs prix et

reconstituer leurs marges laminées pendant les années de baril à 10 dollars.

Les pétroliers se voient ainsi confrontés à un effet de ciseaux paradoxal, mais finalement prévisible : si leurs revenus augmentent, leurs coûts s'élèvent encore plus rapidement (deux fois plus vite, depuis 2005, selon le Cambridge Energy Research Associates), ce qui réduit les marges. Placées ainsi entre le marteau et l'enclume, les compagnies pétrolières voient leur capacité à augmenter leur production, à maintenir et à faire évoluer leur outil de production tenir donc de la quadrature du cercle.

Dans ce contexte, les concurrents de Total sont plutôt à la peine. Si les résultats annuels 2007 de trois des cinq premiers majors progressent significativement (la lanterne rouge BP s'expliquant par des pertes exceptionnelles), toutes ont des difficultés à reconstituer leurs réserves. Bien que difficile à évaluer, celles-ci restent l'un des indicateurs les plus sûrs pour évaluer la qualité et la pérennité du management d'un pétrolier. De 2004 à 2006, les sociétés BP, Chevron, Exxon, Shell n'en ont reconstitué que 75 %. Et, pour la production, la plupart des pétroliers annoncent une baisse en 2007 : l'accès à de nouvelles ressources est rare et le simple maintien des capacités de production par de nouveaux investissements est difficile.

Les résultats annoncés par Total confirment la posture très particulière que la major française occupe dans le paysage des pétroliers mondiaux. Elle annonce un taux de renouvellement de ses réserves à 23 %. Ce chiffre peut sembler faible mais il place Total avec Exxon dans la catégorie des

Sur lesechos.fr

Réagissez aux analyses et points de vue de nos éditorialistes et chroniqueurs sur [www.lesechos.fr/info/analyses](http://www.lesechos.fr/info/analyses)

Blogs. Dialoguez sur les blogs de nos journalistes et de nos experts sur [www.lesechos.fr/blogs](http://www.lesechos.fr/blogs)